

BRÈVES ÉCONOMIQUES

DU PROCHE-ORIENT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉРАН, TEL-AVIV)

N° 34 – du 7 septembre au 14 septembre 2023

ZOOM SUR : SYRIE – ANALYSE DES RÉPERCUSSIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES LIÉES AUX TREMBLEMENTS DE TERRE DE 2023.

Les pertes économiques et dommages physiques liés aux tremblements de terre de février 2023 en Syrie ont été estimés à 5,2 Mds\$, tandis que les besoins de financement pour la reconstruction et le rétablissement de l'économie s'élèvent à 7,9 Mds\$. Le *Rapid Damage and Needs Assessment* (RDNA) de la Banque Mondiale estime ainsi qu'au niveau sectoriel, les logements représentent l'actif le plus endommagé (23,5% des pertes totales), bien que les infrastructures physiques et secteurs productifs concentrent la majorité des pertes économiques, notamment les infrastructures de transport (19,2% des pertes totales) et le secteur agricole (14,9% des pertes totales). La détérioration des infrastructures a notamment provoqué un déclin de la production de carburant et des perturbations des chaînes logistiques et d'approvisionnement.

Les tremblements de terre ont accéléré la dégradation de la situation économique. Des vulnérabilités préexistantes ont ainsi été exacerbées par la perte de capital humain et physique (bâtiments, ports, routes). Selon le *Syria Economic Monitor* de la Banque Mondiale d'août 2023, la contraction du PIB en 2023 d'abord estimée à 3,2% s'élèverait ainsi à 5,5%. La balance commerciale a pour sa part été affectée par le déclin de l'activité maritime et les interruptions dans les chaînes de valeur. Les séismes ont également accéléré la dépréciation de la monnaie (-23% à 8 800 SYP/USD sur le marché parallèle en mai 2023), tandis que l'inflation a augmenté de 11% entre janvier et avril 2023. La Banque Mondiale estime une augmentation de 84,2 % en glissement annuel du coût du panier alimentaire de base en 2023, avec des variations selon les régions (le prix des carburants a particulièrement augmenté dans les régions dépendantes aux importations turques). Chaque région s'est tournée hors du marché interne vers l'Iran, l'Irak et le Liban pour répondre aux pénuries d'approvisionnement en biens essentiels, ce qui a augmenté les activités de contrebande aux frontières.

Outre les répercussions économiques, les séismes ont lourdement détérioré la situation sociale. Le bilan s'élève à plus de 6 000 morts, 12 000 blessés, et 600 000 déplacés internes, et ce dans des régions déjà lourdement touchées par le conflit. De nombreux services sociaux ont été affectés, notamment les systèmes éducatifs et de santé.

Face à ces multiples défis socioéconomiques, le redressement du pays est mis à mal par les difficultés d'acheminement de l'aide humanitaire et un statu quo précaire issu du conflit. Les besoins liés à la reconstruction ne sont en effet pas couverts par le fonds d'urgence national qui s'élevait à 7 M\$ (soit moins de 0,1 % du PIB), tandis que les zones non tenues par le régime éprouvent des difficultés encore plus fortes pour constituer une réponse sociale et économique aux séismes. L'acheminement de l'aide internationale a par ailleurs été entravée par l'absence de passages autorisés aux frontières et les divisions internes quant à sa distribution. Toutefois, les efforts de solidarité en provenance des pays arabes témoignent d'une recomposition des dynamiques régionales en faveur de la Syrie. Des missions diplomatiques interrompues depuis 2011 (Égypte, Jordanie, Tunisie) ont eu lieu suite à la catastrophe, suivie par une augmentation conséquente de l'aide humanitaire. Les pays arabes ont ainsi fourni 329 M\$ durant les 5 premiers mois de 2023, soit 30% de l'aide humanitaire internationale sur la période.

LE CHIFFRE À RETENIR

7,9 Mds \$

MONTANT DES BESOINS DE FINANCEMENT
LIÉS AUX DÉGÂTS DU SÉISME

Service Économique Régional de Beyrouth



RÉGION

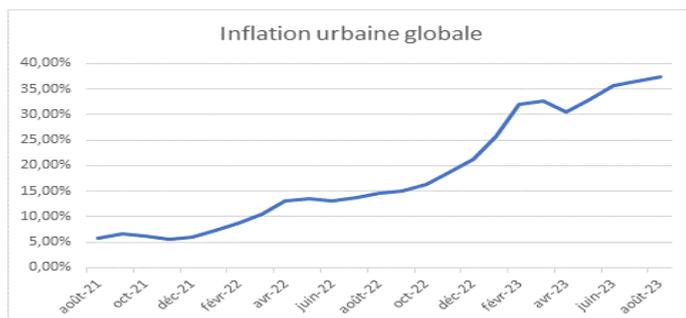
1. L'EXPOSITION EXTRÊMEMENT ÉLEVÉE DES PAYS DU PROCHE-ORIENT AU STRESS HYDRIQUE.

Selon le [dernier rapport](#) du *World Resources Institute* (WRI) paru le 16 août 2023, tous les pays du Proche Orient font partie des 25 pays les plus exposés un stress hydrique extrêmement élevé. Un pays confronté à un « stress hydrique extrême » signifie qu'il utilise au moins 80 % de ses réserves disponibles en eau dans l'année. Le Liban est le pays le moins bien classé de la région (6^{ème} position), suivi par Israël (9^{ème} position); l'Égypte (10^{ème} position); l'Iran (14^{ème} position); la Jordanie (15^{ème} position); l'Irak (23^{ème} position); et la Syrie (25^{ème} position). Outre le niveau de disponibilité en eau, le stress hydrique dans la région provient généralement : (i) de la faiblesse de l'offre; (ii) du manque d'investissements dans des infrastructures publiques adaptées; (iii) des conflictualités des demandes d'usages domestiques, agricoles et industriels. Le stress hydrique représente un danger à la fois pour la croissance économique des pays et leur sécurité alimentaire.

ÉGYPTE

1. L'INFLATION ÉGYPTIENNE ATTEINT UN NOUVEAU NIVEAU RECORD EN AOÛT.

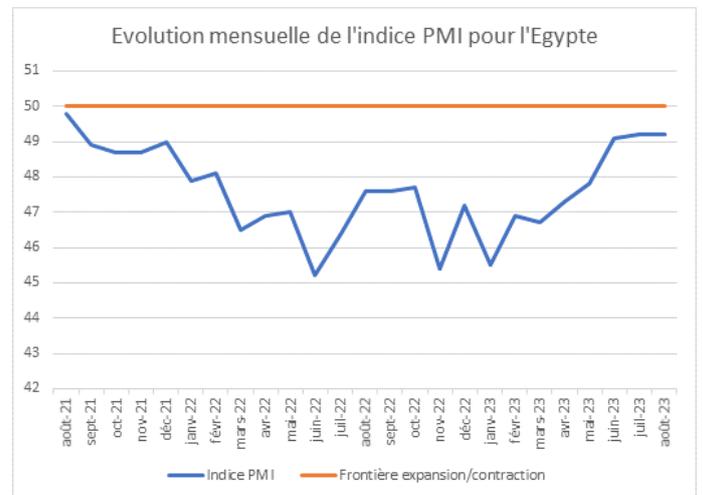
L'inflation a bondi pour atteindre 37,4 % en août contre 36,5 % le mois précédent, marquant ainsi un troisième mois consécutif de record historique. Les prix des aliments et des boissons - la composante la plus importante du panier de biens et de services - ont atteint un niveau record de 71,4 % en g.a, les prix de la viande et de la volaille ayant presque doublé par rapport à août 2022 et ceux des légumes ayant bondi de 92,5 %. A moyen-terme, la BCE maintient son objectif de viser une inflation de 7 % en moyenne d'ici le T4 2024 et 5 % d'ici le T4 2026.



Source : CAPMAS

2. L'INDICE PMI SE MAINTIENT EN AOÛT

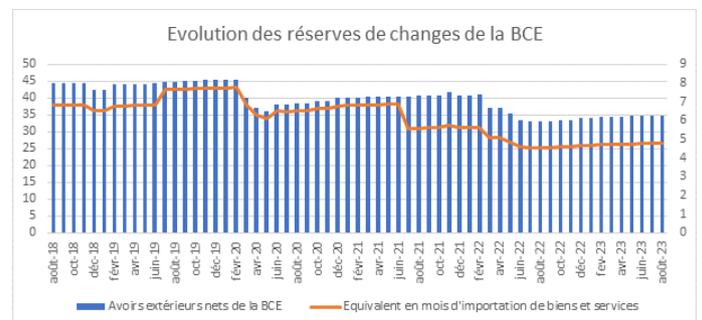
L'indice PMI de l'Égypte est resté inchangé à 49,2 au mois d'août, maintenant la tendance près du seuil de 50, suggérant que l'activité commerciale se stabilise après une période prolongée de contraction. L'activité du secteur privé non pétrolier égyptien est resté en effet à son plus haut niveau depuis deux ans en août, soit un niveau de contraction « léger » selon l'indice S&P.



Source : S & P

3. HAUSSE DES RÉSERVES DE CHANGE (50 M\$) EN AOÛT.

Au mois d'août, les réserves de change ont augmenté pour le onzième mois consécutif pour atteindre 34,93 Mds USD contre 34,88 Mds USD au mois de juillet. Les réserves couvrent 4,8 mois d'importations de biens et de services, demeurant ainsi stables depuis le mois de mai 2023.



Source : BCE

4. PROTOCOLE D'ACCORD ENTRE EDF ET EGYPTIAN ELECTRICITY HOLDING COMPANY (EECH).

EDF et la compagnie publique égyptienne Egyptian Electricity Holding Company ont signé le 5 septembre 2023 un protocole d'accord visant à renforcer l'efficacité énergétique des réseaux de



distribution d'électricité au nord du Caire, en présence du Ministre de l'Électricité et des Énergies renouvelables Mohamed Shaker et de l'Ambassadeur de France en Égypte Marc Baréty. Cette rencontre a également été l'occasion d'explorer des pistes d'approfondissement de la présence d'EDF en Égypte, notamment dans le domaine des énergies renouvelables ou encore de l'hydrogène vert.

IRAK

1. VISITE D'UNE DÉLÉGATION AUTRICHIENNE D'ENTREPRISES - RÉOUVERTURE DE L'AMBASSADE D'AUTRICHE EN IRAK.

Le ministre des Affaires étrangères autrichien, Alexander Schallenberg, s'est rendu à Bagdad cette semaine et a rencontré le Premier ministre irakien, Mohammed Chia al-Soudani, le mardi 12 septembre. Accompagné d'une dizaine d'entreprises, M. Schallenberg a annoncé la réouverture prochaine de l'ambassade d'Autriche en Irak (celle-ci avait été fermée en 1991) et a signé plusieurs protocoles d'entente, dont un en matière de coopération économique. A ce titre, le ministre des Affaires étrangères a évoqué la possibilité d'ouvrir une liaison aérienne assurée par Austrian Airlines.

2. VISITE OFFICIELLE DE LA SECRÉTAIRE DU TRÉSOR DES ÉTATS-UNIS.

Elizabeth Rosenberg, Secrétaire du Trésor américain déléguée au financement du terrorisme et à la criminalité financière, a rencontré diverses autorités irakiennes, dont le Premier Ministre le 13 septembre et le gouverneur de la Banque Centrale d'Irak, M. Ali al-Alaq, le lendemain, afin de discuter des développements récents en matière de lutte contre la criminalité financière. Cette visite s'inscrit dans le contexte d'un renforcement des mesures prises par la Banque Centrale depuis novembre 2022 en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, non sans conséquences sur la fluctuation du taux de change. Les discussions auraient aussi porté sur les possibilités de financer le commerce extérieur par différents biais, y compris via d'autres devises que le dollar (euro, yuan, dirham émirati).

IRAN

1. RÉSULTATS DES SIX PREMIÈRES SÉANCES D'ÉMISSIONS OBLIGATAIRES EN 2023/2024.

La société de courtage de la Banque Centrale a organisé, pour le compte du Ministère des Affaires économiques et des Finances, six nouvelles séances d'émission de **Murabaha** (vente à tempérament en finance islamique) par voie d'adjudication ouverte en 2023/2024, auxquelles ont participé 19 établissements bancaires. Le Ministère a accepté 148,4 billions IRR (30,3 M USD au taux du marché) de titres avec des maturités de 12 mois (24,4%), 18 mois (24,8%), 23 mois (25,1%), 30 mois (25,4%), 35 mois (25,7%) et 15 mois (24,6%). Au total, 94,5 billions IRR (19,3 M USD) de titres ont été vendus sur l'**Iran Fara Bourse**, avec des maturités et des coupons biannuels identiques, portant la valeur totale levée au cours de ces six séances à 243 billions IRR (49,6 M USD).

2. BILAN HYDRIQUE.

Selon le centre de recherche du Madjlis, au cours du printemps 2023, le niveau des précipitations s'est élevé à 204 mm (+11% en g.a) profitant surtout aux régions de l'ouest et du sud-ouest. Au cours de cette période, le volume d'eau stocké dans les barrages a augmenté de 19,3% (à 31 Mds m3) et la production hydroélectrique est passée de 3,6 à 7,5 TWh, soit une hausse de 109,4% en g.a.

3. HAUSSE DES PAIEMENTS PAR CARTE BANCAIRE.

Selon la Société nationale des services de paiement (Shaparak), au cours des cinq premiers mois de l'année 2023/2024, la valeur totale des paiements à prix constants s'est élevée à 48,1 billions IRR (+0,6% en g.a) et le nombre de paiements par carte bancaire serait passé de 3,7 à 4,1 Mds (+11% en g.a) dont 92% pour les terminaux de vente (*points of sale*), 5,4% (+0,6% en g.a) pour les paiements en ligne et 2,5% (-0,2% en g.a) pour les applications mobiles. Parmi les douze prestataires de services de paiement (PSP) agréés par la Banque Centrale, les sociétés *Pasargad Electronic Payment* (19,09%), *Saman Electronic Payment* (14,06%) et *Beh Pardakht Mellat* (10,9%) occupent les trois premières places. Pour mémoire, il existe en Iran 10,2 M de terminaux de vente dont 1,7 M pour Téhéran, 0,7 M pour Khorasan Razavi, 0,6 M pour Fars, 0,6 M pour Ispahan et 0,5 M pour Mazandaran.



4. LÉGER REPLI DU PMI EN AOÛT 2023.

D'après la Chambre de commerce, d'industrie, des mines et d'agriculture d'Iran (ICCIMA), l'activité économique a enregistré un nouveau repli à la fin du mois d'août à 49,97 points, son plus bas niveau au cours des sept derniers mois - en dehors de la période de Norouz. Malgré la hausse de la Production à 54,6 points (+3,63 points en g.m), l'écart croissant entre la production et les nouvelles commandes (44,84 points, -1,54 points en g.m) entraîne une augmentation des stocks de produits finis (à 54,01 points, +2.18 points en g.m). Cependant, la baisse sensible du prix d'achat des matières premières et fournitures à 70,27 points (niveau le plus bas des dix derniers mois), l'allocation insuffisante de devises pour l'importation de matières premières et les barrières douanières ont maintenu les stocks de matières premières et fournitures à 47,88 points.

ISRAËL

1 LE COÛT DE L'INCERTITUDE.

De novembre 2022 à août 2023, le shekel a perdu 3,5% de sa valeur réelle vis-à-vis du dollar US alors que les devises européennes s'appréciaient vis à vis de la monnaie américaine (EUR: +11,1%, GBP: +10,4%, CHF: +14%). Autre divergence, depuis début 2023, l'indice boursier de Tel Aviv a progressé de +4,8% alors que ses concurrents ont grimpé de +12,5% pour le DAX et +16,7% pour le SP500. Avec le NASDAQ 100, l'écart est encore plus grand et plus surprenant : +38,3%. En effet, TA 125 et NASDAQ semblaient jusque-là corrélés, un lien de parenté lié aux nombreux investissements américains dans la Tech israélienne. En cumulant les deux facteurs (pertes liées au taux de change et manque à gagner sur les valeurs boursières) ce sont, selon l'Institute for National Security Studies, 150 Mds ILS (37 Mds EUR) de pertes cumulées pour l'économie israélienne depuis début 2023.

2. HAUSSE DE 3,5% DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE EN 2022.

Les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de 3,5% en 2022 (81,1 millions de tonnes) en raison d'une hausse de la consommation de carburants et des gaz de refroidissement. Les coûts économiques externes de ces émissions en 2022 s'élèvent à 14 Mds ILS (3,5 Mds d'EUR, soit 6,5% du PIB industriel), dont 8,5 Mds ILS (2,1 Mds d'EUR) directement liés aux conséquences de l'effet de serre. Il s'agit des

émissions les plus élevées depuis 2012, elles sont supérieures à celles enregistrées au moment des Accords de Paris (2015, COP 21). Israël aura du mal à tenir son objectif de réduction des émissions de 27% entre 2015 et 2030.

3. LE DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ DE L'AUTOMOBILE ÉLECTRIQUE PROFITE AUX CONSTRUCTEURS CHINOIS.

Avec 17% du marché des immatriculations neuves, les voitures électriques dépassent désormais les véhicules hybrides (15% du marché). Cette tendance bénéficie essentiellement aux marques chinoises. La part de marché de la Chine sur les 8 premiers mois est désormais de 17%, derrière celle de la Corée (20%). L'approvisionnement provenant de l'UE représente encore environ un tiers du marché mais sa part est en baisse. À titre d'illustration, B.Y.D a désormais une part de marché de 5,5%, c'est autant que Peugeot et Citroën réunis et nettement plus que Tesla. Il n'est donc pas surprenant que trois présidents de grandes entreprises chinoises soient venus récemment à Tel Aviv : B.Y.D, Sokon et Skywell.

JORDANIE

1. RALENTISSEMENT DE L'INFLATION FIN AOÛT 2023.

Selon les chiffres publiés par le Département des statistiques (DoS) et calculé en glissement annuel (g.a.), le taux d'inflation s'est élevé à 0,88 % à la fin du mois d'août 2023 par rapport au même mois de 2022. L'Indice des Prix à la Consommation (IPC) a atteint 109,13 en août 2023 contre 108,18 en août 2022. Calculé en moyenne, le taux d'inflation s'élève à 2,45 % pour les huit premiers mois de 2023, par rapport à la même période de 2022. Cette hausse résulte de l'augmentation des prix dans les catégories suivantes : « combustibles et l'éclairage » (+10,5%), « produits laitiers et œufs » (+7,1 %), « culture et loisirs » (+7 %), « meubles, tapis et couvres lits » (+6,3 %), et « loyer » (+4,4 %). Pour rappel, le taux d'inflation annuel moyen s'est établi à 4,2 % en 2022. Le FMI prévoit un taux d'inflation de 2,7 % pour 2023.



ÉVOLUTION DE L'INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION (IPC)



2. STANDARD & POOR'S MAINTIENT À « B+/B » LA NOTATION DE LA JORDANIE.

Standard & Poor's (S&P) maintient la note de « B+/B » attribuée à la Jordanie avec une perspective stable. La décision de l'agence de notation s'appuie sur plusieurs éléments: (i) les perspectives économiques de la Jordanie commencent à s'améliorer, aidées par les efforts du gouvernement pour mettre en place les réformes structurelles. Le soutien des bailleurs reste solide. (ii) L'agence espère que le PIB/habitant augmente après avoir diminué au cours des deux dernières décennies. Néanmoins, l'agence reste inquiète par: (i) le chômage qui reste à des niveaux très élevés et (ii) l'encours de la dette qui est supérieur aux niveaux pré-pandémiques.

3. EASYJET OUVRE DE NOUVELLES ROUTES VERS AQABA.

Le Directeur Général du *Jordan Tourism Board* (JTB) a annoncé qu'EasyJet allait assurer cet hiver (novembre - mars) sept liaisons aériennes vers Aqaba, dont quatre nouvelles: Milan, Amsterdam, Paris et Lyon. Par cette opération, le JTB espère attirer davantage de touristes dans le pays.

LIBAN

1. LE GOUVERNEMENT APPROUVE LE REMPLACEMENT DE LA PLATEFORME DE CHANGE SAYRAFA.

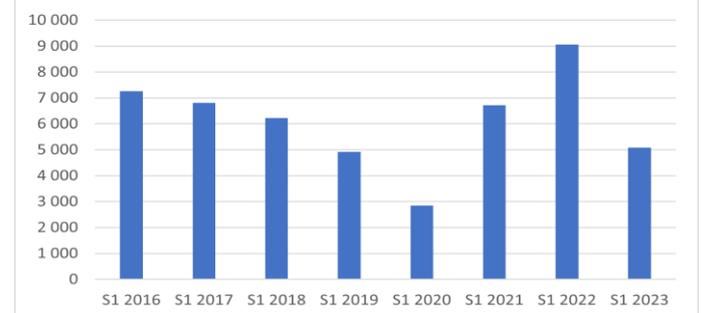
Suite à l'initiative de la Banque du Liban, le gouvernement libanais a approuvé l'adoption d'une nouvelle plateforme de change officielle entre LBP et USD pour remplacer la plateforme Sayrafa. La pertinence de l'instrument créé en 2020 a été lourdement remise en cause compte-tenu de ses lacunes en matière de gouvernance et de transparence. Les quatre vice-gouverneurs de la BDL avaient déjà appelé avant la fin du mandat de Riad Salamé à une modification profonde du fonctionnement et de l'hébergement de la plateforme électronique. L'adoption pressentie de la plateforme Bloomberg LP représenterait ainsi la première étape de la modification de la politique

monétaire libanaise, et garantirait un meilleur alignement entre le taux de change officiel et le taux de change parallèle, sans interventions unilatérales de la BDL. L'unification des taux de change multiples est une étape clé pour restaurer la crédibilité de la politique monétaire, contenir l'inflation et la dépréciation de la livre libanaise.

2. BAISSÉ DU NOMBRE DE PERMIS DE CONSTRUIRE AU 1^{ER} SEMESTRE 2023.

Après trois années de progression, le nombre de permis de construire délivrés a diminué de 34% entre le 1^{er} semestre 2022 et le 1^{er} semestre 2023, en passant de 9 059 à 5 089 permis. Le Nord Liban ainsi que la Bekaa sont les régions les plus touchées par cette baisse. La surface de construction accordée a également diminué sur la période. Selon l'Ordre des ingénieurs et architectes de Beyrouth et Tripoli, la région du Mont Liban concentre près d'un tiers des permis de construire délivrés, suivi par le Sud Liban (25%) et la région de Nabatieh (18%).

NOMBRE DE PERMIS DE CONSTRUIRE DÉLIVRÉS AU LIBAN (2016-2023)



PALESTINE

1. LANCEMENT D'UN PROJET « ÉCONOMIE VERTE » SOUTENU PAR L'UE.

Le projet « économie verte » a été lancé le 13 septembre à Ramallah en présence du Premier Ministre Mohammad Shtayyeh et du Ministre de l'Économie Khaled Al-Osaily. L'UE, l'Allemagne, le Danemark, la Suisse et la Belgique ont apporté leur soutien via un financement d'un montant de 55,5 M€. 8,5 M€ seront consacrés au soutien technique des entreprises tandis que les 47 M€ restants bénéficieront à des projets verts, notamment dans le secteur des énergies renouvelables. Le Premier Ministre a rappelé que la transition écologique était prioritaire dans l'agenda



du gouvernement, engagé dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la préservation des ressources et la lutte contre les catastrophes naturelles.

2. MANQUES À GAGNER PALESTINIENS EN CISJORDANIE FAUTE D'INVESTISSEMENTS.

La zone C cisjordanienne à l'administration intégralement israélienne représente 60% des Territoires palestiniens (TP). Le coût des restrictions israéliennes en zone C dans le secteur agricole s'élèvent à 700 M USD sur l'année passée selon la Banque mondiale. Les contrôles freinent les investissements et le manque à gagner s'élèverait à 3,4 Mds USD sur la même base annuelle d'après le ministère de l'Économie. Si la colonisation israélienne produit des coûts économiques conséquents comme le confirme la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), les colonies de la zone C et de Jérusalem-Est contribuent en revanche pour 30 Mds USD par an environ à l'économie israélienne. De 2000 à 2020, les colonies ont ainsi rapporté 628 Mds USD, soit 2,7 fois le PIB annuel des TP sur la même période.

3. HAUSSE DES PRÊTS IMMOBILIERS ET DE CONSTRUCTION.

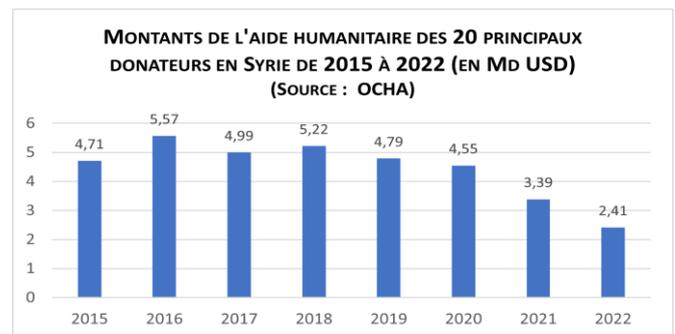
D'après les dernières données de l'Autorité Monétaire Palestinienne, les prêts immobiliers et de construction ont augmenté de 18% au premier semestre 2023 par rapport à la même période en 2022. Ils atteignent désormais un montant de 2,3 Mds USD (+355 M USD). Les prêts destinés au secteur de l'immobilier et de la construction représentent environ 20% de l'ensemble des prêts accordés au secteur privé palestinien. La moitié des 2,3 Mds USD prêtés a été injectée dans le secteur immobilier, un quart dans celui de la construction et le dernier quart dans l'immobilier à des fins commerciales ou d'investissement. Dans les Territoires palestiniens, 53% des ménages vivent dans des appartements et 45% dans des maisons.

Enfin, 2% des Palestiniens sont domiciliés soit dans des villas (moins de 1%), soit dans des chambres uniques, tentes ou autres habitations mobiles (1,2%).

SYRIE

1. DIFFICULTÉS D'ACHEMINEMENT DE L'AIDE HUMANITAIRE INTERNATIONALE VERS LA SYRIE.

Depuis l'accord convenu entre les Nations Unies et le régime syrien afin de remplacer le mécanisme transfrontalier mandaté par le Conseil de sécurité des Nations Unies, les flux d'aide vers le nord-ouest de la Syrie ont été drastiquement réduits. Selon les données d'OCHA, le nombre de camions d'aide de l'ONU s'est amoindri de 81% entre juin et août 2023, passant d'environ 900 camions à 164 au mois d'août. L'accord bilatéral prévoyait d'autoriser l'aide transfrontalière par Bab Al-Hawa pour une période de six mois sous un modèle dit 'de consentement' entre l'ONU et Damas. Ces difficultés sont concomitantes à la réduction des montants internationaux de l'aide humanitaire, notamment du Programme Alimentaire Mondial des Nations unies (PAM). En effet, le PAM a décidé de supprimer l'assistance à 2,5 M de bénéficiaires en Syrie à partir du mois de juillet, et à 50 000 réfugiés bénéficiaires en Jordanie à partir du mois d'août.



LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES. POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTEUR : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

CRÉDITS PHOTO : ©SER BEYROUTH